

ment et j'en suis venu à penser que l'attitude de mes honorables amis d'en face vient de ce qu'ils ne savent pas ce que c'est qu'un surplus. Si je fais erreur, je prie le leader de l'opposition qui est si fort en chiffres, de me reprendre. Il a jonglé avec tant de chiffres aujourd'hui que j'en ai eu le vertige et je veux bien lui donner l'occasion, à lui qui est spécialiste en questions financières, de vérifier mes dires. J'ai découvert que même si la Confédération existe depuis plus de quatre-vingts ans et que mes honorables amis, au cours du dernier siècle surtout, ont gouverné le pays durant une bonne partie de cette période, un régime conservateur n'a enregistré un excédent de revenus qu'en deux années.

L'honorable M. MacLennan: Voilà l'explication.

L'honorable M. Robertson: La première fois, il y a si longtemps, personne au Sénat ne s'en souvient. C'était apparemment en 1871, alors que le surplus avait été de \$30,000. La seconde, ce fut en 1913, soit à une date antérieure à la mémoire d'aucune sénatrice. Je ne saurais dire si les conservateurs étaient responsables du surplus, cette année-là. Il est vrai qu'ils détenaient les rênes du pouvoir; mais l'excédent de revenus se rapportait à l'année financière terminée le 31 mars 1913 alors que la tradition Fielding était encore en vigueur je crois. Il leur avait fallu plus d'une année pour se débarasser du surplus. Depuis lors, aucun régime conservateur n'a, au Canada, enregistré d'excédents de revenus. Je suis prêt à me rétracter si le leader de l'opposition qui est fort en chiffres, m'affirme le contraire.

L'honorable M. Haig: Que mon honorable ami me permette une question. Si son affirmation est exacte, comment se fait-il que les votants de Digby-Annapolis-King aient voté comme ils l'ont fait? Pourquoi ont-ils changé d'allégeance politique? Mon honorable ami parle d'excédents de revenus: c'est l'une des questions qui étaient en jeu.

L'honorable M. Robertson: Il y avait beaucoup de questions en jeu. L'une des plus étranges constatations que j'aie faites de toute ma vie politique, c'est que tant de nos principaux hommes d'affaires aient décidé d'appuyer le parti conservateur. Ce parti est représenté à l'autre endroit par de bons hommes d'affaires qui croient sage, dans la conduite de leurs affaires personnelles, de dépenser moins qu'ils ne gagnent. Ils affirment qu'une telle attitude est essentielle à la bonne conduite des affaires et je suis de leur avis. Dans la conduite de leurs propres affaires, ces gens ont un respect scrupuleux de cette doctrine; mais quand il s'agit des

finances du Gouvernement, ils n'en veulent plus. Ils semblent alors se complaire dans les déficits et ont des gestes horrifiés à la pensée d'un excédent.

Mes honorables amis d'en face désirent une diminution de l'impôt sur le revenu. Je n'y trouve rien à redire. Je puis cependant affirmer que la perspective d'obtenir une diminution de l'impôt sur le revenu est beaucoup meilleure lorsqu'on a un excédent que lorsqu'on a un déficit. On peut se moquer des gens en leur disant qu'on diminuera l'impôt sur le revenu, que les finances du pays justifient une telle diminution ou non. Mais cela est impossible à notre époque. Nous, du parti libéral, n'étions jamais censés posséder le sens des affaires dont se réclament les conservateurs. Nous avons toujours cru, cependant, qu'une saine administration des finances publiques est le fondement de la prospérité générale et qu'on ne saurait, à moins que ses propres affaires soient en règle, proposer au Parlement de réduire l'impôt. C'est un bien curieux tour d'esprit, à mon sens, qui porte mes honorables collègues du parti conservateur à adopter vis-à-vis des finances publiques une attitude différente de celle qu'ils maintiennent à l'égard de leurs affaires personnelles. Certes, ils ne sont pas dupes de leurs propres prétentions. Les honorables vis-à-vis ont l'esprit agile mais ils songent encore au passé alors que le parti conservateur croyait pouvoir faire avaler la lune au public. Cela ne vaut plus aujourd'hui. Le gouvernement ne peut réduire l'impôt qu'avec l'assentiment de la population et lorsque les finances publiques le motivent. On en voit bien la preuve aux États-Unis. Lorsque M. Truman est automatiquement devenu président des États-Unis, les magnats de la finance de son pays se sont moqués de lui, le croyant incapable de saisir les grands problèmes que présentent les finances publiques. On connaît les événements d'il y a un an ou deux alors que le président Truman a demandé au Congrès de ne pas réduire l'impôt. Le parti républicain, représentant du monde des affaires des États-Unis, préconisait un dégrèvement. Le pays était prospère mais il lui fallait engager de lourdes dépenses, soutenait par contre M. Truman, et il ne convenait pas de réduire l'impôt car le Trésor serait mis à forte contribution. La majorité des membres du Congrès appartenaient alors à un parti différent de celui du chef de l'État,—situation qui ne pourrait exister sous notre régime,—et ils ont rejeté sa mesure en une ou deux occasions. La troisième fois que M. Truman a voulu empêcher la réduction de l'impôt, les républicains et certains démocrates se sont ligüés pour passer outre à ses désirs et manifester ce qu'ils croyaient être la volonté du pays,